

▼ Accès au(x) document(s)

Accéder au(x) document(s) :

 <https://docassas.u-paris2.fr/nuxeo/site/esupversions/a8d68ee7-6042-49e5-b1d5-9c512008dd5b>

Ce document est protégé en vertu du Code de la Propriété Intellectuelle.

Modalités de diffusion de la thèse :

- **Thèse consultable sur internet, en texte intégral.**

▼ Informations sur les contributeurs

Auteur : [Pelaez-Gutierrez \(Pelaez Gutierrez\), Verónica](#)

Date de soutenance : 20-02-2013

Directeur(s) de thèse : [Gaudemet Yves](#)

Etablissement de soutenance : [Paris 2](#)

Ecole doctorale : [Ecole doctorale Georges Vedel Droit public interne, science administrative et science politique \(Paris\)](#)

▼ Informations générales

Discipline : Droit administratif

Classification : Droit

Mots-clés libres : Accord conciliatoire, Acte de conciliation, Action récursoire, Action de réparation directe, Audience de conciliation, Centre de conciliation, Comité de conciliation, Conciliateur, Procédure de conciliation, Transaction, Médiation (droit administratif), Colombie, Colombie. Constitution (1991)

Mots-clés :

- Médiation - Colombie - 1990-2020
- Transaction (droit) - Colombie - 1990-2020
- Procédure administrative - Colombie - 1990-2020


Résumé : La Colombie a connu une période de transformation au cours des deux dernières décennies. L'adoption de la Constitution de 1991 a entraîné des réformes normatives et institutionnelles ; en particulier, elle a conféré un statut constitutionnel aux modes alternatifs de résolution des conflits, a consacré la tutelle comme mécanisme constitutionnel de protection et un catalogue de droits fondamentaux. Le développement du mécanisme de la conciliation en droit administratif colombien commence dans ce contexte et la volonté du gouvernement s'est clairement exprimée dans les différentes réformes normatives faites depuis 1991 pour la promouvoir. Bien que celle-ci ait été organisée par la normativité en vigueur, son efficacité n'est pas garantie, certains facteurs étrangers aux prescriptions normatives empêchant qu'il en soit ainsi. Elle continue d'être un mécanisme qui n'est pas bien compris par les parties et par le conciliateur. En outre, en droit administratif la conciliation est soumise, d'une part, à des formalités particulières, et d'autre part, à des situations propres à la société colombienne comme la violence, l'inégalité sociale et la corruption qui ont des conséquences directes sur son bon fonctionnement, et qui ont justifié les formalités auxquelles elle est soumise pour protéger le patrimoine public. La normativité en vigueur et les dernières réformes en matière de conciliation cherchent à ce que la conciliation soit véritablement un mécanisme efficace et qui permette de résoudre un nombre important de conflits. Mais cela exige un changement de mentalité des intervenants car, en Colombie, la conciliation en droit administratif requiert non seulement un système juridique qui la développe mais aussi une culture conciliatoire qui n'existe pas encore et est en train de se construire.

▼ Informations techniques

Type de contenu : Text

Format : PDF

▼ Informations complémentaires

Entrepôt d'origine :  star
Identifiant : 2013PA020008
Type de ressource : Thèse